

Afyare ABDI ELMI

Understanding the Somalia Conflagration

(Pambazuka, Pluto Press, 224 p., 2010, 35 \$)

Y a-t-il une solution aux problèmes

Les deux temps du régime de Syad Barre (1960-1992)

La première République, de 1960 à 1969, était une démocratie électorale pluripartiste, néanmoins néocoloniale ; elle décevait tous ceux qui attendaient mieux de l'indépendance. Le coup d'État de Syad Barre (1969) a été de ce fait bien reçu par le pays. Sa qualification de « socialiste » – qu'Afyare adopte – est un peu trop rapide. Le régime se proclamait tel, comme beaucoup d'autres en Afrique à l'époque de Bandung, et a été reconnu comme tel par l'Union soviétique, qui soutenait le non-alignement dans lequel les puissances occidentales par contre voyaient un « adversaire dangereux ».

Le régime était en fait « national populaire » et ses réalisations de 1969 à 1982 ont fondé sa légitimité. Le régime a jeté les bases d'une rénovation de la nation somali par un développement de l'éducation dans la langue nationale. C'était par là même reconnaître la réalité fondamentale de l'identité nationale : les Somali ne sont pas des « Arabes » ; ils constituent une nation africaine avec sa langue et sa culture propres, par ailleurs musulmane. Le développement économique – si modeste ait-il

été –, celui des services administratifs et sociaux fournissait une base à la constitution de classes moyennes, donnant au régime de ce fait une bonne légitimité. Certes ce régime n'était pas « démocratique » au vu du critère occidental, puisque fondé sur le Parti unique, mais surtout non intégralement « ouvert » au capitalisme, comme l'étaient d'autres régimes africains de parti unique (Côte d'Ivoire, Malawi) non qualifiés, eux, de « non démocratiques » ! Mais le régime n'était pas non plus « démocratique » dans un sens plus élevé. Il était confronté à une réalité historique : l'importance des clans dans la définition des identités multiples de la nation somali. Comme beaucoup d'autres régimes confrontés à la multiplicité « ethnique » le régime se contentait de nier le fait et de traiter les résistances « claniques » par la répression. Il en allait de même concernant l'islam, auquel le régime – sans être « laïc » au sens vrai du terme, en dépit d'avancées dans cette direction sur les questions du code de la famille, moins défavorable aux femmes – refusait le droit d'être politique. Ce « despotisme éclairé », s'il avait été soutenu par l'extérieur – au lieu d'être combattu par lui – aurait

sans doute créé des conditions moins défavorables pour une évolution possible en direction de la démocratisation de la société et de la politique.

À l'époque l'Éthiopie de Mengistu, le Yémen du Sud, les résistants érythréens partageaient un dénominateur commun—anti-impérialiste et populaire—qui aurait pu constituer un atout pour les rapprocher. Ce que Fidel Castro avait alors proposé : construire une grande « confédération » (Éthiopie, Érythrée, Somalie, Yémen) équilibrée en termes nationaux et religieux. Des avancées dans cette direction auraient renforcé la position de cette région dans sa confrontation avec les ambitions des puissances impérialistes et donné plus d'ampleur à sa base de développement. Cela n'a pas été la voie choisie par les partenaires de la région. En réponse à l'épuisement rapide de leurs possibilités les régimes ont préféré choisir la carte du « nationalisme » étroit pour redorer leur blason, s'engageant dans la guerre de l'Ogaden de 1981.

C'est alors que Syad Barre a brutalement « retourné sa veste », abandonné le « socialisme » (et le soutien soviétique) troqué contre celui de l'Arabie Saoudite et des États-Unis. Ce retournement dit certainement quelque chose sur la fragilité des convictions antérieures apparentes de l'individu ! Le second temps du régime de Barre (1982-1992) ne peut donc être confondu avec son premier temps. Le régime glissait vers « l'ouverture » (notamment aux capitaux séoudiens) tant appréciée par les puissances impérialistes.

En même temps ces puissances cessaient de lui reprocher ses méthodes de répression violente, qui pourtant s'aggravaient, incitant à la révolte les clans exclus du pouvoir. La pénétration de l'islam politique, soutenue par le nouvel allié séoudi allait alors pouvoir s'épanouir, avec, encore une fois, la bénédiction de Washington

La décomposition de l'État

Ce qui a suivi était inéluctable : l'effondrement de l'État, les guerres claniques et les seigneurs de guerre, l'implantation de mouvements se réclamant de l'islam politique, la dégradation des conditions de vie élémentaires, la destruction des classes moyennes, et en fin de compte la piraterie. Les puissances occidentales prétendent dans leurs discours vouloir aider à mettre en place des régimes associant la démocratie politique pluripartite et électorale et l'ouverture des marchés. En fait le seul objectif réel poursuivi est l'ouverture des marchés, avec ou sans « démocratie » (sacrifiée au nom de la « stabilité »). Cela exige un « État », au moins dans les pays intéressants pour des investissements importants (miniers par exemple) ou pour leur marché potentiel. Mais pour les autres, comme la Somalie ?

Washington prétend que le chaos, sans doute acceptable dans d'autres conditions, ne l'est plus, dès lors qu'il ouvre des possibilités aux « terroristes » (*al Qaida* en l'occurrence) avec lesquels les États-Unis sont en guerre. Les États-Unis ont tenté une intervention directe. Mais celle-ci a seulement démontré leur incapacité militaire et politi-

que à mener à bien, avec succès, cette « opération de police ». Douze GI's tués et ce fut la débandade ! Washington a alors eu recours à l'Éthiopie, passée dans son camp après la chute de Mengistu. Mais bien que l'entrée des armées éthiopiennes en Somalie ne se heurtait à aucun obstacle sérieux, les nouveaux occupants, qui s'avéraient incapables de mettre en place un gouvernement stable, ont été contraints à leur tour de se retirer. Les résultats de toutes ces tentatives de « stabiliser » la Somalie ont donc été nuls. Mais pour autant la persistance du chaos n'est en fait guère gênante pour les États-Unis. Peut-elle-même, tout au contraire, elle est fort utile car elle permet à Washington de donner crédit à sa poursuite de sa « guerre contre le terrorisme » ailleurs, et pour d'autres objectifs !

Ce chaos somalien ne gêne pas davantage les pays de la région. Peut-être même au contraire contribue-t-il à faire accepter le pouvoir d'Addis-Abeba

Sans doute la piraterie dans l'océan Indien fait-elle désormais problème. Encore doit-on rappeler ici que cette piraterie vient en réponse à une autre qui l'a précédé : le pillage des ressources halieutiques et leur destruction par la pollution de l'Océan désormais sans restriction faute d'État somalien pour faire respecter les lois internationales. Les populations somaliennes de pêcheurs, qui en sont les victimes, n'avaient alors guère d'alternative que de se livrer à leur tour à la piraterie. Certes, dans les conditions du chaos qui règne dans le pays, de nouveaux Seigneurs de la guerre se sont

trouvés en mesure de racketter cette piraterie.

Y a-t-il une solution possible ?

Le chaos sans solution se dessinant à l'horizon visible se prolonge en Somalie. Cela ne gêne ni les puissances occidentales, ni les voisins. Mais le « peuple somalien » sera-t-il capable, par lui-même, de « s'en sortir » ? Les forces en place dans le pays sont toutes incapables de reconstruire l'État et la nation. Les mouvements islamiques ne sont pas mieux placés sous cet angle que les directions claniques et les Seigneurs de guerre. L'islam que propose l'islam politique est un islam obscurantiste, incapable d'aider à comprendre la nature des défis du monde contemporain. Car il est un islam au service du maintien de formes brutales et primitives de l'exploitation des faibles par les forts. Et ces « forts » ne sont rien d'autre que des courroies de transmission de l'intégration du pays dans le système mondial dominé par les monopoles de la triade (États-Unis, Europe, Japon). Le « petit marché » somalien n'offre aucun moyen de résistance à cette domination, et les dirigeants des mouvements islamiques n'en sont peut-être même pas conscients.

Alors ? La « communauté internationale » pourrait-elle imposer une autre solution ? J'en doute fort. D'abord parce que cette « communauté internationale » autoproclamée n'est rien d'autre que Washington, soutenu par ses alliés subalternes européens et japonais et Washington n'est pas gêné par le chaos somalien ; celui-ci lui est même utile pour

les raisons que j'ai données. La seule solution possible au chaos somalien ne peut être apportée que par la communauté africaine, en particulier celle qui pourrait être constituée par les pays de la région. Les propositions qui avaient été faites en leur temps par Fidel Castro paraissent de ce fait d'une actualité évidente. Mais ici encore les conditions ne sont plus ce qu'elles étaient à l'époque où ces propositions furent avancées. Dans l'état actuel des choses Addis-Abeba n'est pas intéressé par la reconstruction d'un État somalien viable. Or l'Éthiopie est, et restera, le centre de gravité de la région. C'est le seul État digne de ce nom par sa masse et la tradition de sa culture politique. La preuve en a été donnée par l'échec du projet d'éclatement du pays sur des bases « ethniques », comme Washington l'avait envisagé et qui a été mis en échec par le peuple éthiopien. Une renaissance éthiopienne reste, de ce fait, possible. Bien que la formulation puisse paraître paradoxale, la reconstruction d'un État soma-

lien viable dépend largement de la renaissance d'une Éthiopie unie, forte, indépendante, capable d'aller de l'avant dans une ligne de développement populaire, une Éthiopie capable de ce fait de prendre des initiatives et d'entraîner dans cette voie les autres pays de la région.

NB:

- Lire en complément à cet article les chapitres VI et VII (ce dernier écrit par Joseph Vansy) de mon ouvrage ancien, *L'Ethnie à l'assaut des Nations* (L'Harmattan, 1994), qui traite de l'Éthiopie et de l'Érythrée.
- L'ouvrage de Iqbal D. Jhazbhay, *Somaliland: an African Struggle for Nationhood and International Recognition* (South African Institute of International Affairs, Pretoria 2009) confirme mon analyse: pour échapper au chaos que l'islam politique a créé sur le territoire de la Somalie ex-italienne, les citoyens du Somaliland ex-britannique ont fait sécession et ont ainsi préservé chez eux la paix; preuve que l'islam politique est à l'origine du désastre pour la nation somali.

SAMIR AMIN